

La justice des conventions

De cette loi de nature par laquelle on est obligé de transmettre à autrui les droits qui, lorsqu'on les conserve, nuisent à la paix du genre humain, il en découle une troisième qui est celle-ci : *que les hommes s'acquittent de leurs conventions, une fois qu'ils les ont passées*. Sans quoi les conventions sont sans valeur, et ne sont que paroles vides ; et le droit de tous sur toutes choses subsistant, on est encore dans l'état de guerre.

Ce que sont la justice et l'injustice.

Et c'est en cette loi de nature que consiste la source l'origine de la JUSTICE. Car là où nulle convention n'est intervenue antérieurement, aucun droit n'a été transmis, et chacun a un droit sur toute chose. En conséquence, aucun ne peut être injuste. Mais quand une convention est faite, alors il est *injuste* de l'enfreindre. Car la définition de l'INJUSTICE n'est rien d'autre que *la non-exécution des conventions*. Est *juste* tout ce qui n'est pas injuste.

La justice et la propriété commencent avec la constitution d'une République.

Mais puisque les conventions où l'on se fait mutuellement confiance sont (comme il a été dit dans le chapitre précédent) invalides, lorsqu'existe la crainte que l'une ou l'autre partie ne s'exécute pas, encore que l'origine de la justice soit la passation de conventions, néanmoins il ne peut y avoir effectivement aucune injustice, tant que la cause d'une telle crainte n'est pas supprimée ; or ceci, tant que les hommes sont dans l'état naturel de guerre, ne peut être réalisé. C'est pourquoi, avant que les appellations de juste et d'injuste puissent trouver place, il faut qu'il existe quelque pouvoir coercitif, pour contraindre également tous les hommes à l'exécution de leurs conventions, par la terreur de quelque châtement plus grand que l'avantage qu'ils attendent de leur infraction à la convention, et pour garantir la propriété que les hommes acquièrent, par contrat mutuel, en compensation du droit universel qu'ils abandonnent : or il n'existe pas de tel pouvoir avant l'érection d'une République. Cela peut aussi être conclu à partir de la définition qu'on donne ordinairement de la justice dans les Écoles : on dit en effet que *la justice est une volonté permanente de remettre à chacun ce qui lui appartient*. Aussi, là où il n'est rien qui *appartienne*, c'est-à-dire pas de propriété, n'y a-t-il pas d'injustice. Et là où il n'a pas été érigé de pouvoir coercitif, c'est-à-dire là où il n'est point de République, il n'y a pas de propriété, tous ayant droit à toutes choses. Aussi, là où il n'existe pas de République, n'y a-t-il rien d'injuste. Ainsi, la nature de la justice consiste à observer les conventions valides : mais la validité des conventions ne commence qu'avec la constitution d'un pouvoir civil suffisant pour forcer les hommes à les observer. Et c'est aussi à ce moment que la propriété commence.